

États financiers de

MITACS INC.

et rapport de l'auditeur indépendant sur ces états

Exercice clos le 31 mars 2023



Mitacs.ca

1-833-364-8227

De : Rajat Sharma, Chef des opérations

Objet : Rapport du chef des opérations : états financiers 2022-2023

Les états financiers de Mitacs inc. (« Mitacs ») ont été préparés par la direction conformément aux Normes comptables pour les organismes sans but lucratif qui ont été appliquées sur une base comparable à l'exercice précédent. Selon l'avis de la direction, les états financiers ont été préparés à l'intérieur du cadre des politiques comptables résumées dans les états financiers et incluent, en fonction d'un seuil raisonnable d'importance relative, toute l'information dont disposait la direction au 5 juillet 2023.

Pour l'aider à s'acquitter de ses responsabilités, la direction entretient un système de comptabilité et de contrôles internes afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est enregistrée conformément aux autorisations, et que les registres financiers sont fiables pour la préparation des états financiers.

Les auditeurs indépendants et externes de Mitacs, KPMG LLP sont embauchés afin d'examiner les états financiers et de formuler une opinion sur la fidélité, en fonction d'un seuil raisonnable d'importance relative, de leur présentation de la position financière de Mitacs au 31 mars 2023 et du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. Le rapport de l'auditeur qui suit fait état de l'envergure de leur audit et de leur opinion.

Le conseil d'administration a créé un comité d'audit et des finances afin de contrôler l'acquittement des responsabilités de la direction en matière de rapports financiers et de systèmes de contrôle internes. Le comité d'audit et des finances révisé et approuve les états financiers chaque année.

Lors de la réunion du conseil d'administration du 5 juillet 2023, les membres du conseil d'administration ont voté et approuvé les états financiers audités pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2023.

DocuSigned by:

Rajat Sharma

0C02CC5302BB4E2...

Rajat Sharma, CPA

Chief Operating Officer / Chef des opérations

Canada





KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
B.P. Box 10426 777 Dunsmuir Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K3
Canada
Téléphone 604-691-3000
Télécopieur 604-691-3031

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de Mitacs inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Mitacs inc. (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2023;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Comptables professionnels agréés

Vancouver, Canada

Le 5 juillet 2023

MITACS INC.

État de la situation financière

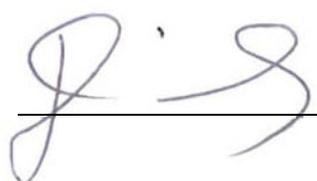
Au 31 mars 2023, avec informations comparatives pour 2022

	Note	2023	2022
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		251 484 698 \$	144 789 986 \$
Débiteurs		2 138 467	3 167 676
Charges payées d'avance		3 031 095	1 811 759
Tranche à court terme des apports à recevoir	4	80 999 303	75 683 352
		<u>337 653 563</u>	<u>225 452 773</u>
Apports à recevoir	4	11 826 904	25 174 469
Immobilisations corporelles	5	464 070	375 464
Immobilisations incorporelles	6	2 495 400	1 689 154
		<u>352 439 937 \$</u>	<u>252 691 860 \$</u>
Passif et actif net			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer		7 681 245 \$	6 905 614 \$
Remises gouvernementales à payer		1 151 677	968 241
Tranche à court terme des bourses à verser	7	118 147 468	96 713 933
Apports reportés	8	126 138 222	66 960 238
		<u>253 118 612</u>	<u>171 548 026</u>
Bourses à verser	7	66 876 069	50 642 176
		<u>319 994 681</u>	<u>222 190 202</u>
Actif net			
Investi en immobilisations		2 959 470	2 064 618
Grevé d'affectations internes	9	20 500 000	20 000 000
Non affecté		8 985 786	8 437 040
		<u>32 445 256</u>	<u>30 501 658</u>
Nature des activités et dépendance économique	2		
Engagements	10		
Événements postérieurs à la date de clôture	13		
		<u>352 439 937 \$</u>	<u>252 691 860 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil :


_____, administrateur


_____, administrateur

MITACS INC.

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2023, avec informations comparatives pour 2022

	Note	2023	2022
Produits			
Apports aux programmes acquis			
Gouvernement fédéral	11	183 045 411 \$	108 091 195 \$
Gouvernements provinciaux	11	45 744 865	41 794 176
Organismes participants	11	96 907 904	79 537 151
Organisations internationales		4 617 640	1 424 290
Partenaires universitaires		1 043 455	464 324
Cotisations des universités		2 821 520	2 863 540
Produits d'intérêts		648 224	471 351
Autres		500	6 005
		334 829 519	234 652 032
Charges			
Bourses liées aux programmes			
Accélération		219 736 103	157 407 519
Stage de stratégie d'entreprise		24 538 227	9 661 291
Globalink		28 973 597	6 744 262
Élévation		10 972 435	16 926 053
Perfectionnement		2 942 363	2 005 654
Élaboration de politiques scientifiques canadiennes		895 108	1 165 800
Converge (recouvrement)		—	(162 500)
Projets d'innovation		411 777	1 880 486
Services liés aux programmes		7 631 998	5 842 565
Relations avec les partenaires		13 233 172	11 613 402
Services généraux		22 391 149	19 175 166
Amortissement		1 159 992	728 080
		332 885 921	232 987 778
Excédent des produits sur les charges		1 943 598 \$	1 664 254 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2023, avec informations comparatives pour 2022

	Investi en immobilisations	Grevé d'affectations internes	Non affecté	Total
Solde au 31 mars 2021	1 325 412 \$	8 500 000 \$	19 011 992 \$	28 837 404 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(728 080)	–	2 392 334	1 664 254
Acquisition d'immobilisations corporelles	294 685	–	(294 685)	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles	1 172 601	–	(1 172 601)	–
Affectations internes	–	11 500 000	(11 500 000)	–
Virement interfonds	–	(2 972 717)	2 972 717	–
Renflouement de réserves	–	2 972 717	(2 972 717)	–
Solde au 31 mars 2022	2 064 618	20 000 000	8 437 040	30 501 658
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(1 159 992)	–	3 103 590	1 943 598
Acquisition d'immobilisations corporelles	247 405	–	(247 405)	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles	1 807 439	–	(1 807 439)	–
Virement interfonds (note 9)	–	500 000	(500 000)	–
Solde au 31 mars 2023	2 959 470 \$	20 500 000 \$	8 985 786 \$	32 445 256 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2023, avec informations comparatives pour 2022

	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges	1 943 598 \$	1 664 254 \$
Amortissement– élément sans effet sur la trésorerie	1 159 992	728 080
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation		
Débiteurs	1 029 209	188 724
Charges payées d'avance	(1 219 336)	(332 434)
Apports à recevoir	8 031 614	(22 591 496)
Créditeurs et charges à payer	775 631	1 792 673
Remises gouvernementales à payer	183 436	(519 093)
Bourses à verser	37 667 428	7 014 370
Apports reportés	59 177 984	14 053 507
	<u>108 749 556</u>	<u>1 998 585</u>
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(247 405)	(294 685)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 807 439)	(1 172 601)
	<u>(2 054 844)</u>	<u>(1 467 286)</u>
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	106 694 712	531 299
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	144 789 986	144 258 687
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</u>	<u>251 484 698 \$</u>	<u>144 789 986 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2023

1. Objectif de l'organisme

Mitacs inc. (l'« organisme ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est exempté de l'impôt conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*. L'organisme poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

L'objectif de l'organisme est de soutenir et d'accroître la productivité canadienne en stimulant l'innovation dans le secteur privé et en développant et en déployant des talents dans l'économie canadienne. Cela se fait en développant les compétences expérientielles des innovateurs canadiens; en favorisant le transfert technologique, la commercialisation et l'entrepreneuriat en encourageant la création et l'application d'idées grâce à des partenariats de recherche coopératifs; et en promouvant des réseaux de collaboration grâce à des partenariats entre les universités, l'industrie, le gouvernement et d'autres organismes au Canada et à l'étranger.

2. Nature des activités et dépendance économique

L'organisme gère ou exploite divers programmes conçus pour faciliter la collaboration en recherche entre des organismes participants et le milieu universitaire en vue de former la prochaine génération de jeunes chercheurs canadiens. Les programmes actifs financés à l'externe comprennent les stages, les partenariats de recherche et internationaux et le perfectionnement des compétences.

a) Programme Mitacs Accélération

Mitacs Accélération sert d'intermédiaire entre des entreprises et des organismes sans but lucratif ainsi que des étudiants des cycles supérieurs et des chercheurs postdoctoraux qui mettent leur expertise spécialisée à profit pour relever des défis de recherche.

b) Programme Mitacs Globalink

Mitacs Globalink met en communication des chercheurs des quatre coins du monde avec des universités canadiennes. Le programme offre des occasions de mobilité bilatérale entre le Canada et des pays partenaires choisis pour les étudiants du premier cycle et des cycles supérieurs.

c) Programme Mitacs Élévation

Mitacs Élévation permet aux nouveaux chercheurs postdoctoraux d'acquérir des compétences en leadership, en affaires et en gestion de la recherche.

d) Programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs

Le programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs permet de développer des projets innovants destinés à aider les organismes à prospérer dans divers domaines de leurs activités.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

2. Nature des activités et dépendance économique (suite)

d) Programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs (suite)

L'organisme reçoit des apports d'organismes nationaux, provinciaux et internationaux, d'organismes participants et d'universités afin de financer des programmes de recherche, de la formation étudiante et des dépenses de fonctionnement. L'organisme tire une partie non négligeable de son financement des apports des gouvernements fédéral et provinciaux. Au cours de l'exercice, l'organisme a conclu 23 (22 en 2022) contrats avec les gouvernements fédéral et provinciaux, qui comptaient pour environ 69 % (64 % en 2022) des produits. L'organisme pourrait ne pas être en mesure de maintenir l'ensemble de ses activités actuelles si ce financement était considérablement réduit ou supprimé.

3. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes.

a) Comptabilisation des produits :

L'organisme utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports des gouvernements et des participants grevés d'une affectation externe reçus pour les programmes et la formation sont constatés en produits dans l'exercice où les charges liées aux programmes connexes sont engagées. Les charges liées aux programmes sont comptabilisées à titre de passif lorsque le projet de recherche a reçu l'approbation de recherche, que les apports des organismes participants sont engagés et que toutes les conditions d'admissibilité au programme et les exigences relatives aux dossiers ont été respectées. L'organisme comptabilise une provision pour annulation de stages offerts fondée sur la meilleure estimation de la direction en utilisant les annulations historiques qui ont eu lieu.

Les cotisations des universités non affectées sont comptabilisées à titre de produits au cours de l'exercice auquel ils se rapportent.

Les produits financiers grevés d'une affectation externe gagnés sur le financement gouvernemental sont comptabilisés comme des apports reportés et constatés à titre d'apports aux programmes dans l'exercice au cours duquel les charges liées aux programmes connexes sont engagées. Les produits financiers non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les soldes bancaires et les dépôts à terme assortis d'une échéance de 90 jours ou moins à la date d'acquisition sont présentés au poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées au coût, diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Les coûts liés à des améliorations spécifiques sont inscrits à l'actif lorsqu'il est probable que les dépenses donneront lieu à une augmentation du potentiel de service de l'actif. Les coûts de maintenance sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'organisme inscrit à l'actif certains frais de développement engagés relativement à son logiciel à usage interne. Les coûts engagés aux étapes préliminaires du projet sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Tous les coûts directs engagés au cours de la phase de développement sont inscrits à l'actif jusqu'à ce que le logiciel soit quasi achevé et prêt à être utilisé aux fins prévues. Les dépenses de développement ne sont inscrites à l'actif que si les dépenses peuvent être mesurées de façon fiable, si le produit ou le procédé est techniquement et commercialement faisable, si la réalisation des avantages économiques futurs est probable, et si l'organisme a l'intention d'achever le développement de l'actif, de le mettre en service ou de le vendre, et qu'il possède suffisamment de ressources pour le faire.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif. Les durées d'utilité estimées des immobilisations de l'organisme sont les suivantes :

	Période d'amortissement
Matériel et ameublement	2 à 5 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue lorsque des changements de situation surviennent et elles et sont ajustées au besoin.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque les conditions indiquent que l'immobilisation ne contribue plus à la capacité de l'organisme à fournir des biens et des services, ou que la valeur associée à l'actif est inférieure à sa valeur comptable nette. Lorsque les conditions indiquent qu'un actif a subi une perte de valeur, la valeur comptable nette de l'actif est ramenée au coût de remplacement de l'actif.

d) Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur les informations fournies au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pour les périodes considérées. Les éléments importants donnant lieu à de telles estimations et hypothèses s'entendent de la provision pour annulation fondée sur les produits comptabilisés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Par la suite, tous les actifs financiers et passifs financiers sont évalués au coût amorti, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, que la direction a choisi d'évaluer à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont constatées à l'état des résultats.

Les actifs financiers évalués au coût amorti comprennent les débiteurs et les apports à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer, les remises gouvernementales à payer et les bourses à verser.

f) Ventilation des charges

L'organisme comptabilise un certain nombre de ses charges par programme. Les coûts de chaque programme comprennent les allocations, les frais de déplacement et les autres frais de recherche qui sont directement liés au programme.

L'organisme engage des charges de soutien des programmes, telles que les demandes de subvention et les frais de gestion, de recherche et de gestion des programmes qui appuient directement les programmes. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Services liés aux programmes » à l'état des résultats.

L'organisme engage des charges de soutien des partenaires qui appuient indirectement les programmes. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Relations avec les partenaires » à l'état des résultats.

L'organisme engage des charges de fonctionnement général liées aux finances, à l'administration, aux ressources humaines, au marketing, aux communications et aux technologies de l'information qui sont communes à l'administration de l'organisme. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Services généraux » à l'état des résultats.

4. Apports à recevoir

	2023	2022
Apports à recevoir des gouvernements	32 667 157 \$	40 941 395 \$
Apports à recevoir des organismes partenaires	70 566 741	69 764 495
Provision pour annulation (note 11)	(10 407 691)	(9 848 069)
	92 826 207	100 857 821
Moins la partie courante		
Apports à recevoir	80 999 303	75 683 352
	11 826 904 \$	25 174 469 \$

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

5. Immobilisations corporelles

			2023	2022
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel et ameublement	748 784 \$	284 714 \$	464 070 \$	375 464 \$

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles engagée au cours de l'exercice est de 158 799 \$ (83 990 \$ en 2022).

6. Immobilisations incorporelles

			2023	2022
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Logiciels	5 480 079 \$	2 984 679 \$	2 495 400 \$	1 689 154 \$

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels en cours d'élaboration de 196 621 \$ (40 947 \$ en 2022).

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles engagée au cours de l'exercice est de 1 001 193 \$ (644 090 \$ en 2022).

7. Bourses à verser

	2023	2022
Bourses à verser	213 313 976 \$	169 975 900 \$
Provision pour annulation (note 11)	(28 290 439)	(22 619 791)
	185 023 537	147 356 109
Moins la partie courante		
Bourses à verser	118 147 468	96 713 933
	66 876 069 \$	50 642 176 \$

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

8. Apports reportés

Les apports reportés se composent des apports grevés d'une affectation externe et non dépensés destinés au financement futur de bourses et de la formation.

31 mars 2023	Gouvernement fédéral	Gouvernements provinciaux	Organismes participants	Autres organismes de financement	Total
Ouverture de l'exercice	29 081 262 \$	17 739 652 \$	15 016 127 \$	5 123 197 \$	66 960 238 \$
Financement reçu et à recevoir	232 858 779	85 949 998	20 970 819	2 297 168	342 076 764
Produits comptabilisés	(218 744 191)	(40 513 214)	(21 392 754)	(2 248 621)	(282 898 780)
Clôture de l'exercice	43 195 850 \$	63 176 436 \$	14 594 192 \$	5 171 744 \$	126 138 222 \$

31 mars 2022	Gouvernement fédéral	Gouvernements provinciaux	Organismes participants	Autres organismes de financement	Total
Ouverture de l'exercice	29 650 053 \$	8 202 304 \$	10 542 549 \$	4 511 825 \$	52 906 731 \$
Financement reçu et à recevoir	128 694 168	55 923 848	20 986 231	4 496 628	210 100 875
Produits comptabilisés	(129 262 959)	(46 386 500)	(16 512 653)	(3 885 256)	(196 047 368)
Clôture de l'exercice	29 081 262 \$	17 739 652 \$	15 016 127 \$	5 123 197 \$	66 960 238 \$

Pour les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que les organismes participants, les apports reportés sont ajustés en fonction des annulations futures estimées à 22 174 878 \$ (16 425 011 \$ en 2022).

Au 31 mars 2023, des apports reportés de 2 117 770 \$ (35 770 567 \$ en 2022) étaient inclus dans les apports à recevoir de gouvernements et d'autres organismes de financement et une somme de 4 440 709 \$ (3 122 510 \$ en 2022) était comprise dans les apports à recevoir d'organismes participants.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, des apports de 14,6 millions de dollars (11,9 millions de dollars en 2022) ont été reçus ou sont à recevoir du ministère de l'Économie et de l'Innovation au nom du gouvernement du Québec pour soutenir les unités approuvées dans le cadre des programmes Accélération, Accélération International, Élévation, Stage de recherche Globalink et Bourses de recherche Globalink. Au 31 mars 2023, environ 6,7 millions de dollars (8,0 millions de dollars en 2022) ont été comptabilisés en tant que produits.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

9. Actif net grevé d'affectations internes

Le conseil d'administration de l'organisme a choisi d'affecter les fonds comme suit :

	2023	2022
Coûts de réduction	8 000 000 \$	7 500 000 \$
Projets d'immobilisations futurs	5 500 000	5 500 000
Projets d'innovation	1 000 000	1 000 000
Activités de nature technologique	4 000 000	4 000 000
Initiatives stratégiques	1 000 000	1 000 000
Initiatives visant les prix de marché	1 000 000	1 000 000
	20 500 000 \$	20 000 000 \$

Les coûts de réduction (anciennement, les coûts de fermeture) constituent des réserves aux fins des charges administratives, du versement d'indemnités de départ et d'autres charges liées à la réduction des activités de l'organisme.

Les fonds pour les projets d'immobilisations futurs sont réservés aux dépenses d'investissement visant à améliorer les outils technologiques et les projets d'investissement en immobilisations ou à en mettre en œuvre de nouveaux.

Les projets d'innovation représentent des réserves à utiliser pour financer l'expérimentation de nouvelles idées ou de nouveaux programmes cohérents avec la vision et le mandat de l'organisme.

Les fonds liés aux activités de nature technologique sont réservés aux dépenses opérationnelles visant à améliorer des outils ou des processus technologiques ou à en mettre en œuvre de nouveaux.

Les fonds liés aux initiatives stratégiques constituent des réserves aux fins de la mise en œuvre ou des résultats du plan stratégique de l'organisme.

Les fonds liés aux initiatives visant les prix de marché doivent être utilisés aux fins de la mise en œuvre de nouvelles offres de prix pour les programmes existants, conformément à la vision et au mandat de l'organisme.

L'organisme ne peut pas utiliser les montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

Le 7 juillet 2022, le conseil d'administration a approuvé un virement de 500 000 \$ de l'actif net non affecté à l'actif net grevé d'affectations internes au titre des coûts de réduction.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

10. Engagements

a) Engagements liés à la prestation des programmes

L'organisme a reçu et traité des demandes de stage Mitacs Accélération qui sont à divers degrés de réalisation et qui n'avaient pas été approuvées au 31 mars 2023. Au 31 mars 2023, l'organisme avait traité environ 39,8 millions de dollars (99,5 millions de dollars en 2022) de ces demandes de stages, dont une tranche d'environ 25,6 millions de dollars (57,5 millions de dollars en 2022) devrait être approuvée au cours des 12 prochains mois. L'organisme devra obtenir des apports suffisants des gouvernements et des organismes participants pour financer ces stages s'ils sont terminés et approuvés.

b) Engagements aux termes de contrats de location-exploitation

L'organisme loue des locaux à bureaux dans cinq emplacements au Canada. Le tableau qui suit présente les paiements minimums futurs exigibles sur la durée restante des baux.

2024	736 703 \$
2025	676 601
2026	663 743
2027	665 884
2028	624 614
Et par la suite	74 611
	<hr/>
	3 442 156 \$

11. Provision pour annulation

L'organisme comptabilise une provision pour annulation des stages offerts en fonction de l'estimation la plus probable de la direction établie d'après les données historiques portant sur les annulations survenues. Dans le cas des apports des gouvernements grevés d'affectations externes et des apports non affectés des participants, l'incidence des estimations de ces annulations pour l'exercice a été la suivante :

Produits	Brut	Provision pour annulation	2023
Gouvernement fédéral	200 991 726 \$	(17 946 315) \$	183 045 411 \$
Gouvernements provinciaux	49 973 428	(4 228 563)	45 744 865
Organismes participants	107 315 595	(10 407 691)	96 907 904

Produits	Brut	Provision pour annulation	2022
Gouvernement fédéral	120 021 950 \$	(11 930 755) \$	108 091 195 \$
Gouvernements provinciaux	46 288 433	(4 494 257)	41 794 176
Organismes participants	89 385 220	(9 848 069)	79 537 151

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

12. Risques financiers et concentration du risque

L'organisme est exposé à divers risques en raison de ses instruments financiers. Les risques sont analysés ci-après.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles et entraîne de ce fait une perte financière.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent les sommes détenues auprès d'une importante institution financière canadienne, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les débiteurs sont constitués de montants dus par des universités canadiennes et d'autres organismes, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les apports à recevoir des gouvernements se composent de sommes à recevoir des gouvernements fédéral et provinciaux et d'agences gouvernementales. Le risque de crédit associé aux sommes à recevoir des gouvernements fédéral et provinciaux et des agences gouvernementales est considéré comme étant minimal.

Les apports à recevoir des organismes participants sont constitués de montants dus par des organismes participants du secteur privé et du secteur public. L'organisme reçoit normalement les apports équivalents requis de l'organisme participant juste avant le début d'un stage. Le risque associé aux sommes à recevoir des organismes participants est limité puisque, si l'organisme ne reçoit pas les apports équivalents des organismes participants avant la date de début prévue d'un stage, ledit stage approuvé sera annulé et les bourses connexes à verser ne seront pas payées.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins de trésorerie ou de s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. L'organisme est exposé au risque de liquidité relativement aux passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'organisme gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins sur le plan du fonctionnement. L'organisme prépare des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de faire en sorte de disposer des fonds suffisants pour honorer ses obligations. L'organisme examine la suffisance de ses actifs nets non affectés pour faire face à une augmentation soudaine des besoins en liquidités. En plus des actifs nets non affectés, le conseil d'administration a constitué une réserve grevée d'affectations internes pour les coûts de réduction afin de soutenir les besoins de liquidités associés à une réduction ou à une cessation des activités.

c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations des prix du marché, y compris les taux d'intérêt, influent sur l'organisme. L'objectif de la gestion du risque de marché est de contrôler l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement compte tenu du risque.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2023

12. Risques financiers et concentration du risque (suite)

c) Risque de marché (suite)

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux fixes exposent l'organisme à un risque de variation de la juste valeur.

La direction estime que l'organisme n'est pas exposé à un risque de marché important lié aux instruments financiers.

13. Événements postérieurs à la date de clôture

- a) Après le 31 mars 2023, le conseil d'administration a approuvé un virement de 3 000 000 \$ de l'actif net non affecté à l'actif net grevé d'affectations internes au titre des coûts de réduction.
- b) Après le 31 mars 2023, l'organisme a investi environ 40 millions de dollars dans des certificats de placement garanti (« CPG »), au taux annuel moyen de 5,6 % et dont l'échéance varie entre 9 mois et 3 ans. Les placements ont été effectués conformément à la politique de placement de l'organisme afin d'optimiser la stratégie de gestion de la trésorerie de l'organisme et le rendement du capital investi.